

VOYAGES AUTOUR DU DÉCLIN DE LA FRANCE

PAR

BERNARD CUBERTAFOND (*)

France «*moisie*» (Philippe Sollers), France déclinante, France hors du grand jeu et archaïque, qui plus est bunkérisée et gangrenée par le racisme... Sur (contre?) la France, maints observateurs ont ouvert un nouveau et prolifique chapitre. Son objet : la France qui chute, la France en procès. Son habillage savant : la déclinologie. Faut-il voir là une réalité objective, un procès idéologique, une «*antienne antilibérale*» (1), une forme collective de «*dépression nerveuse*» (Alain Juppé)? Et ne faudrait-il pas s'interroger sur l'objectivité et sur les arrière-pensées des «*déclinologues*»? D'où et pour qui parlent-ils, se serait demandé le désormais «*ringard*» Bourdieu?

Ces vastes questions ne seront abordées qu'accessoirement. On se centrera ici en effet sur une question subséquente : a-t-on, en dehors de la France, cette même perception d'une «*France qui tombe*» (Nicolas Baverez)? La «*dépression*», la perte de foi, la prise de distance et la recherche d'autres protections et modèles gagnent-elles les alliés traditionnels de la France? De plus, le déclin, la perte d'estime de soi, le désamour sont-ils irrémédiables? Notre masochisme national n'alimente-t-il pas l'éloignement de nos ex-fidèles? Et quelles réactions envisager?

Un témoin, universitaire, voyageur, livre ici sa vision du problème. M'appuyant sur du vécu, j'avance quelques jugements et je propose quelques remèdes. Je ne suis pas plus ou pas moins objectif qu'un autre; toutefois, je ne masque pas convictions et subjectivité sous un habillage scientifique, comme on le fait si souvent aujourd'hui en Sciences humaines. Selon mes observations, la situation est grave, mais pas désespérée. Il s'agit surtout d'un problème de croyance, de représentation de ce qui peut être le plus gratifiant ou profitable, de confiance en l'autre ou en soi, d'adhésion à des signes et à des comportements et d'identification à des modèles. On peut donc emprunter à la publicité pour dire que, si, aujourd'hui associée à l'idée de repli, la marque France apparaît périmée, une stratégie de réaffirmation pourrait demain en (re)faire une marque d'avenir.

(*) Professeur de Droit public à l'Université Paris VIII.

(1) Jean-Louis ANDRÉANI, «L'antienne antilibérale du mal français», *Le Monde*, 27 déc. 2005.

REPLI : LA FRANCE, MARQUE PÉRIMÉE ?

Une certaine Amérique est dans les têtes, remplaçant une certaine France ou «une certaine idée de la France». On a souvent perçu cela au Maghreb et en Afrique noire, mais n'est-ce pas, aussi, la réplique de l'américanisation des têtes françaises, devenues suivistes, inféodées, inhibées? Car comment croire à un modèle quand ses adeptes naturels l'ont abandonné?

*Une Amérique dans les têtes**Une forme de soumission politique*

Le Français naïf s'attend, lors de ses incursions ou séjours à Alger, Oran, Blida, Ouargla, Dakar, Douala ou encore Pointe-Noire, Alexandrie, Beyrouth, Damas ou Rabat, à entendre le plus grand mal des Etats-Unis d'Amérique. Il pense, en effet, à l'impact négatif du soutien à Israël, au rejet américain de plusieurs interlocuteurs palestiniens, aux tortures déguisées d'Iraq ou de Guantanamo, au «mode de vie américain» maintenu en dépit de l'effet de serre, aux subventions aux exportateurs de coton contredisant le dogme libéral et minant des économies africaines, aux approximations démocratiques lors de la présidentielle de 2000 ou encore au cyclone Katrina révélant les failles de leur administration et la persistance de la ségrégation. Le coq français s'attend en revanche à de l'admiration pour l'opposition à l'intervention en Iraq, à du respect pour le soutien aux Palestiniens, à de la considération pour l'action stabilisatrice des forces françaises en Côte-d'Ivoire. Il aimerait aussi qu'on salue devant lui les actions de la coopération française, l'annulation de la dette et les aides supplémentaires qui y sont liées, auxquelles la France prend une grande part, ou encore la création de la taxe sur les billets d'avions. Cependant, il ne constate rien de tel, au contraire : quoi qu'elle rate, l'Amérique fascine; quoi qu'elle fasse, la France irrite, déçoit, provoque de l'agressivité et du dépit.

Certes, depuis le 11 septembre 2001, beaucoup conviennent que la politique américaine de «démocratisation» est brutale, injuste, vouée à l'échec. Cependant, d'autres ou les mêmes peuvent aussi trouver à l'injonction et à l'ingérence démocratiques des effets positifs : ce pourrait être, en effet, avoué par exemple tel islamiste rencontré en Syrie, le moyen de se débarrasser du «tyran», d'accéder régulièrement au pouvoir puis, mais cela n'est pas énoncé aussi crûment, de le garder au nom de la «juste voie». De plus, la France a vite perdu le «bénéfice moral» de son opposition frontale à l'invasion de l'Iraq, puisqu'elle a donné ensuite l'impression qu'elle était capable de beaucoup de contorsions pour rentrer en grâce auprès de l'administration Bush : «si la France n'est même pas capable de s'opposer durablement aux Etats-Unis, que pouvons-nous faire?», entend-on au Cameroun ou encore au Sénégal. «La politique américaine est, certes, sur plusieurs points

essentiels, catastrophique, mais nous avons besoin au mieux du soutien, au pire de l'indifférence des Etats-Unis; les affronter aurait pour nous de terribles conséquences économiques; regardez ce qu'il en a coûté à la Guinée et à Cuba de s'opposer durablement à tel ou tel maître; suivre la France en 2003 n'a rien empêché et a pu exposer à des représailles; la France elle-même, d'abord Don Quichotte, a fini par s'aligner; avant l'avènement d'un nouveau monde bipolaire avec de vrais contreponds (retour de la Russie, émergence de la Chine et de l'Inde), une certaine forme d'alignement, plein de sous-entendus bien sûr, s'impose».

Une manière d'alignement culturel

Surtout, se développe une autre forme d'alignement, plus profond et plus sincère, sur un modèle économique et culturel. Administration Bush ou pas, alors que la «marque France» décline, la «marque Amérique» s'impose dans presque tous les domaines.

En économie, avec l'idée de l'excellence et de la supériorité de l'économie américaine, assurant croissance et plein emploi, et avec le triomphe de ses écoles libérales. En matière religieuse : alors qu'on focalise sur l'islamisme, se répandent en Afrique noire des églises évangéliques, en fait bibliques, axées sur le salut par l'action, gérées comme des entreprises, accueillantes aux *born again* manichéens, répliques africaines de G.W. Bush, et socialement actives et influentes *via* des ONG riches et entreprenantes. En matière de langue, avec l'anglais comme marqueur de modernité, langue des affaires, des sciences, d'accès à la mondialisation modernisatrice. En matière de communication et de culture, encore, avec l'omniprésent Internet, le copiage des télévisions américaines, les jeux électroniques, la domination du cinéma américain, de ses moyens, ses méthodes, ses rythmes, ses codes, ses techniques et concepts. En matière de gestion des organisations privées et publiques, avec le *management* et la «gouvernance», qui se prétend seule rationnelle, économe, à l'abri de la corruption et de l'incompétence et garante de la prospérité collective. Par opposition au modèle, triomphant lors des indépendances, d'Etat républicain à la française : le vieil Etat à la française mystifierait avec ses prétendus intérêt général et loi égale pour tous, favoriserait corruption, népotisme et clientélisme et parasiterait la, seule, dynamique société civile.

Et alors que la puissance américaine reste, avec ou sans G.W. Bush, incontournable et que le modèle américain fascine, la présence chinoise se renforce, avec une image de souplesse, de pragmatisme, de dynamisme, d'adaptation et de respect du local, d'absence d'arrogance, une puissance non blanche, non coloniale et non néo-coloniale, anti-impérialiste, victorieuse, qui trouve des solutions au lieu de donner des leçons. Et qu'importe ici encore la réalité, plus triviale, de l'expansion chinoise, le contournement des normes sociales et environnementales, l'emprise du groupe, le *dumping*,

les trocs, les prêts pour le débiteur aventurés, les entreprises opaques et autarciques, l'utilisation préférentielle d'une main-d'œuvre importée et encasernée, la qualité variable des produits et, à l'ONU, le soutien chinois à des régimes inquiétants. On retient ce qu'on veut retenir de la «marque Chine», ou ce que la Chine, adroitement, projette. «*Nous sommes heureux que la Chine vienne en Afrique partager le fardeau*» : un ambassadeur de Chine en Afrique attribue ces propos à son homologue français. Propos inventés, confiance perfide ? Peut-être. Reste que, à force de considérer l'Afrique comme un gouffre sans fond, un boulet, on perpétue nos abonnés, nos parasites, on passe à côté d'autres groupes et d'autres pratiques ; on continue, culpabilisés et accablés, à colmater des brèches là où d'autres conquièrent des marchés et imposent leurs méthodes. De même, qu'importe la réalité du modèle américain ?

Les Etats-Unis et la Chine assurent la relève. La France a perdu la guerre des images. Son image est détériorée. L'idée se répand du déclin, du repli, voire de la mesquinerie français. Et, avec, l'idée que le modèle français est périmé. On entend : la France n'est plus à la hauteur, son aide et sa coopération s'amenuisent, elle n'a plus les moyens, elle se ferme, se muséifie, se raconte des histoires de droits de l'homme, de culture et d'exemplarité (cf., par exemple, la calamiteuse campagne de Paris pour obtenir les jeux Olympiques), elle se rapetisse et se ferme avec sa mesquinerie sur les visas, l'oubli de ses dettes historiques, sa compromission avec de vieux despotes enrichis, ses ambassades pompeuses snobant la société civile, sa complaisante à l'égard de ses abonnés corrompus, ses administrations enkystées, sa coopération complice, sa méfiance ou ses retards par rapport aux ONG aujourd'hui synonymes de souplesse, de transparence, d'honnêteté, son Etat lourd et coûteux, sa haute fonction publique pontifiante, son modèle d'intervention étatique discrédité, sa proximité avec les vieilles églises et sa méfiance par rapport aux églises évangéliques, mouvements très entrepreneurs traités avec mépris de sectes.

Relève : une Amérique et une Chine partiellement mythiques comblent le désir d'autres rivages, le souhait de passer à autre chose, d'en finir, enfin, avec la post-colonie. Et même si pointent souvent du regret et de la nostalgie à l'égard des vieux maîtres français et des bonnes vieilles méthodes françaises que les Français eux-mêmes ont ou vont abandonner (la technique fiable et les réalisations durables ; l'exposé magistral sans support informatique, la dissertation, les classiques et les humanités, la précision et l'amour de la langue). Dans tel colloque, on honorera donc tel émérite professeur français, mais ce sera une manière d'adieu à un passé commun, une préparation psychologique à sa propre retraite, l'ultime célébration de valeurs communes, aimées mais périmées, la commémoration de nous-mêmes. Une cérémonie de deuil. Ou l'on se contentera du français puisque

on a des liens de ce côté, dans l'espoir de passer aussi vite que possible du côté du nouveau monde, loin des relents coloniaux.

«Ils restent polis, ils ne vont pas nous le dire en face, mais ils nous ont assez vus, c'est comme si c'était encore la vieille relation inégale», me disait au Sénégal, un vieux professeur français, il est vrai «abonné» aux missions à Dakar. Et deux anecdotes universitaires algériennes illustrent la même tendance. D'une part, un colloque sur la démocratisation à l'Université de Ouargla, annoncé trilingue arabe-français-anglais, mais nul anglophone à l'horizon : on parla donc avant tout arabe, sans traduire. Pourquoi inviter des Français dans ces conditions ? Parce qu'on n'a pas encore de contacts avec des étrangers plus dans le vent et que la présence de ces quelques potiches va donner au colloque le label «international» ? D'autre part, un colloque de l'université de la formation continue à Alger, dont le thème était, on serait tenté de dire, bien sûr, comment faire aujourd'hui autrement, «la nouvelle gouvernance universitaire» : il s'agit, en effet, en tous domaines, de quitter le modèle étatique interventionniste français et de s'aligner sur des modes de gestion à l'anglo-saxonne jugés désormais seuls performants. Les intervenants, tous parfaits francophones, se sont, bien sûr, longuement demandé s'il ne fallait pas passer à l'anglais, mais aussi à l'espagnol, tant cette langue progressait aux Etats-Unis ! Et ils étaient dans l'attente, pour couronner les travaux, d'un collègue algérien de passage, professeur dans une université américaine : la «vedette américaine» n'a pourtant livré que quelques recettes de management, ponctuées par des mots code ou fétiches, selon lui «intraduisibles» ou «sans équivalents en français», et par des «OK» sommaires mais impérieux. La, nouvelle, messe était dite.

Autodénigrement, défaitisme et suivisme français

Cependant, nous, Français, que faisons-nous d'autre ? Quand, par exemple, nous préparons pour la bureaucratie de la Commission européenne des projets universitaires *Tempus Meda*, ne cherchons-nous pas l'esprit des questions dans la version originale, anglaise, des formulaires ? Et ne sommes-nous pas tentés, pour mettre toutes les chances de notre côté, de répondre en anglais ? Par notre autodénigrement, notre défaitisme et notre suivisme, n'entérinons-nous pas le repli, ne cherchons-nous pas aussi l'intégration-disparition dans le giron du vainqueur ?

Autodénigrement

Les proférations et les études sur «la France qui tombe» constituent un grand classique de certaines «élites» françaises, qui légitiment ainsi soumissions et sacrifices : en 1940, c'était, déjà, la «France couverte de ruines», *Les Décombres* du fasciste Lucien Rebatet, et, donc, le douloureux mais salvateur «redressement national» et le «fini de jouir» de Pétain ! Le «déclinisme»

n'est pas sans fondement, mais il tourne périodiquement à l'aveuglement et à la haine de soi ou, plutôt, à celle de la masse des Français présentée, souvent par d'authentiques rentiers protégés, comme fermée, fatiguée, paresseuse, dépassée.

Et il n'est pas sans effet sur ceux qui nous épient, nous admirant et/ou nous haïssant. Car, au-delà de leur désir de sortir de la trop vieille relation et de passer à un autre monde, les Africains et beaucoup d'autres étrangers voient encore une toute autre France, la France entreprenante des grandes entreprises en forte croissance, des excellents lycées, des centres culturels qui peuvent, partiellement, suppléer leurs ministères de la culture défaillants, de l'aide française en fait maintenue et devenue moins liée, plus contrôleuse, moins complaisante. Ils voient aussi une armée française de très bonne qualité, quoi qu'ils puissent penser, ici ou là, de l'opportunité de sa présence. Et ils continuent à pratiquer, aimer et enrichir la culture et la langue devenues communes.

Reste que les élites, toujours grosses consommatrices des analyses et essais français, ne peuvent être qu'impressionnés par nos torrents masochistes. Par conséquent, quand ils nous parlent, à leur tour, de «la France qui tombe», qui parle? Qui se répand sur le déclin? Ces nouvelles idées reçues, sont-ce leurs idées ou les nôtres? Déplorable image projetée par nous-mêmes à des populations qui se sont pourtant approprié la politique française à défaut d'en avoir, chez eux, une authentique, qui ont encore un fort désir d'une certaine France, une excellente image du Président Chirac, de l'estime pour le travail de beaucoup de Français et qui cherchent toujours par tous les moyens à accéder à ses services publics maintenus.

Un exemple éclairant de leur étonnement devant notre perte de foi en nous-mêmes : la Coupe du monde de football, en 2006. L'idée dominante en France était que notre équipe était vieille, fatiguée, bâtie sur des formules périmées, à l'image du pays, que l'alliance black-blanc-beur ne fonctionnait plus et qu'elle n'avait été que poudre aux yeux ainsi que l'avaient prouvé les émeutes de 2005. Le piteux retour du *Clemenceau* n'avait pas suffi et la France allait donc se ridiculiser à nouveau. J'entendais pourtant, au Cameroun, un tout autre son de cloche : *«vous, les Français, vous devenez fou; vous ne voulez pas voir que vous avez les meilleurs centres de formation et les meilleurs joueurs du monde, que vous nous avez d'ailleurs souvent pris; vous méprisez nos cadeaux, notre fierté; et quelle impatience, quelle nervosité, pour les grandes équipes les débuts sont toujours un peu laborieux»*; et ils pariaient des bières que cette grande équipe «africaine» atteindrait au minimum les demi-finales!

Défaitisme

Les institutionnels français peuvent aussi contribuer à l'autodénigrement et au défaitisme. Les responsables des centres culturels ou des centres de recherche, aux personnels locaux généralement nombreux et aux locaux souvent avenants et qui se débrouillent pour inviter les gens de leur propre réseau, discourent parfois sur les réductions, restrictions, impossibilités, manques, ce qui n'est pas toujours faux mais peut aussi signifier : on ne veut rien faire avec vous, on ne change pas nos habitudes, on ne fonctionne qu'entre soi. Absence d'imagination et d'initiative, accaparements ?

Certains, même, prétendant peut-être préserver l'avenir et sauver l'honneur, vont jusqu'à dénigrer l'action de la France, nourrissant les récriminations et l'amertume et un certain mépris de la France. On peut d'ailleurs s'étonner qu'on puisse payer très convenablement, maintenir et même promouvoir des responsables culturels tenant un discours antifrançais (« France fermée, pingre, voire raciste... »). On n'entend pas de discours similaires parmi les responsables locaux, aux moyens d'action pourtant souvent moindres, du British Council, de l'Institut Goethe ou de l'Institut Cervantes.

On a aussi entendu des « vrais » diplomates parler à mi-voix de l'absence de marges de manœuvre, du fait de la mondialisation et de l'Europe, et de l'inexorable repli de la France. Par exemple, nous dit-on, voyez toute l'énergie et l'obstination qu'il a fallu déployer pour aboutir à la taxe sur les billets d'avion, si loin d'obtenir l'adhésion unanime. Voilà donc qu'on relativise, qu'on minimise, quand on pourrait prouver qu'on innove. Et pendant qu'on se rapetisse et qu'on se résigne à l'impuissance, le Président Bush ose une politique internationale prométhéenne, Tony Blair impose son modèle à l'Europe et souligne que la Grande-Bretagne devient « *pays de référence* », échappant « *au malaise de la France* » ou « *à l'anxiété de l'Allemagne* » (2), la Pologne n'attend pas d'y rentrer pour faire admettre ses exigences et ses singularités, Israël impose ses vues sur sa sécurité et sur le terrorisme, la Corée du Nord et l'Iran tiennent tête aux « grandes puissances », la Russie impose sa très particulière vision des droits et un offensif patriotisme économique plutôt ploutocratique, la Chine pose, de plus en plus ouvertement, en tout, ses conditions. Seule la France, pourtant toujours dans le peloton de tête des puissances économiques, toujours membre permanent du Conseil de sécurité, serait donc impuissante, paralysée et surveillée par l'Europe. Et seule coupable et repentante pour un passé à double face, héritage de toute grande puissance ?

(2) Propos du Premier ministre britannique Tony Blair tenus lors du Congrès travailliste, Brighton, 27 sept. 2006.

Suivisme

Après le 11 septembre 2001, le directeur du journal *Le Monde*, Jean-Marie Colombani, avait titré, solidaire : «*nous sommes tous des Américains*». Ce titre avait pu choquer; pourtant, au-delà de l'événement, n'évoque-t-il pas une réalité profonde? On a certes coutume de dire que les Français sont anti-américains et que ce serait le résultat d'un complexe d'infériorité et de l'amertume de ne plus être une grande puissance. Toutefois, n'est-ce pas là confondre la critique légitime de telle politique avec l'opposition systématique ou avec le refus d'une culture? Et oublier la forte appétence française pour toutes les productions américaines (types d'émission de télévision, feuilletons, cinéma, musiques, littérature, essais, etc.)? La constante accusation d'américanophilie inhibe nos critiques légitimes et masque une réalité plus complexe? incluant une forte dose d'américanophilie, voire folie. En recherchant la reconnaissance et l'habilitation du nouveau maître et en s'alignant sur lui, est-ce que nos anciens obligés s'opposent à nous ou nous suivent?

Dans les sciences «dures», en Economie, en Science politique, voire en Sociologie, la recherche américaine coopte et labellise, impose ses paradigmes et ses classements, les revues anglo-saxonnes contrôlent, distinguent et promeuvent, l'anglais est imposé, les références en français sont provincialisées, en voie de disparition. Il faut participer, en France, à des séminaires en Economie ou en Science politique et lire des revues françaises dans ces domaines pour constater la prolifération des références anglo-saxonnes et l'amenuisement, voire la quasi-disparition, des références françaises, comme si elles disqualifiaient.

Des maîtres français et européens sont ainsi systématiquement écartés alors que foisonnent, dans les *surveys*, des articles en anglais, répétitifs, conformistes et/ou inspirés par quelques *think tanks* triomphants, confondant pourtant, sous l'habillage scientifique, idéologie, politique et science. De plus, l'invitation dans une université américaine surclasse puis détermine les reconnaissances nationales, procure de confortables rétributions et donne accès à d'importants moyens de recherche. Les traducteurs et diffuseurs obtiennent leur droit d'entrée aux Etats-Unis et prennent, en France, des positions de pouvoirs dans l'université et l'édition. Avec retard, voire bien après la bataille, soumis et intimidés, nous courons vers la «transitologie», les *gender studies*, les *postcolonial studies*, la politique du *care* ou vers les papes nobelisateurs des libéralismes économiques.

Profonde déstabilisation, perte de confiance, haine de soi de chercheurs laissés à eux-mêmes sans moyens et sans reconnaissance? Pas seulement. On peut aussi choisir le suivisme et l'entrisme par souci d'efficacité. Se pose en effet aujourd'hui cette question cruciale : faut-il, pour exister, être lu et marquer encore, se faire une place auprès des dominants, chercher à béné-

ficier de leurs formidables moyens d'action et d'influence ou garder sa langue, ses publications, ses tournures d'esprit, ses concepts, ses hypothèses, ses découvertes avec le risque d'être mis hors jeu ou pillé ou encore de parler dans le désert? Cette question, légitime, a été bien posée par Régis Debray dans une fable, *L'Edit de Caracalla* (3) : un brillant universitaire français, au départ souverainiste, finit par comprendre que la France ne compte plus et qu'il faut prendre place dans le nouvel empire, qui ouvre ses portes aux talents comme l'Empire romain finissant donnant, par l'édit de Caracalla, droit de cité aux populations conquises; travaillant pour le renseignement américain, il disparaîtra en mission, en Afghanistan.

Cette question de l'intégration sans complexe au monde dominant recoupe celle du modèle et de la singularité française, qui est au cœur du débat politique français : si la France n'a pas de modèle social, économique, culturel, d'idées et de solutions à proposer au monde ou, pire, si son modèle, ses idées et solutions ont échoué, pourquoi se crisper sur cet exemple devenu repoussoir, et risquer la relégation, la «*provincialisation*» (Milan Kundera) définitive? Autant admettre les évolutions européennes et mondiales et cesser les combats d'arrière-garde...

RECONQUÊTE : LA FRANCE, MARQUE D'AVENIR?

Pour ceux qui pensent que l'intégration laborieuse et modeste dans les ensembles dynamiques est la seule issue pour une France arrogante, mythomane, usée et sans moyens, cette seconde partie pourra apparaître prétentieuse et vaine. Toutefois, on peut aussi considérer que la paix et le développement requièrent un monde multipolaire, dans lequel la France a encore un rôle important et nécessaire à jouer. Comment? Evidemment, après des réformes et des assouplissements que chacun a en tête, mais qui ne font pas l'objet de ce papier (notamment, rendre impossibles les cohabitations paralysantes, assouplir l'administration, réformer notre modèle social et nos services publics pour les pérenniser). Sur ce socle rénové, il est possible de dépasser la culpabilité française, qui tourne au morbide national, nous place en éternel accusé et nous soumet à des créanciers chroniques, de réaffirmer l'action de la France, de reprendre la bataille pour nos idées, de sanctuariser notre réseau culturel et de refaire notre université.

Dépasser la culpabilité

Se reconnaître coupable et se repentir : ainsi l'Europe, en fait inféodée et peu influente, pourrait-elle encore rester sur le devant de la scène? C'est en tout cas en France que la culpabilité est la plus forte, s'accompagnant

(3) Xavier DE C. (i.e. Régis DEBRAY), *L'Edit de Caracalla ou plaidoyer pour les Etats-Unis d'Occident*, Fayard, Paris, 2002, 110 p.

d'auto-dépréciation, voire de haine de soi, et de glorification de la victime (le colonisé, l'«indigène» devenu aujourd'hui le «sans papier»).

On nous dit que la France, parce qu'elle se vante d'être la «patrie des droits de l'homme», ne peut nier la réalité et doit donc reconnaître ses erreurs et ses turpitudes. Certes, même si l'argument, fréquemment avancé, devient un perpétuel moyen de chantage, et même si on ne demande rien de semblable à l'autre nation messianique – l'extermination des Indiens est devenue un geste cinématographique participant du génie américain et le Vietnam reçoit le Président des Etats Unis en n'exigeant de lui nulle repentance et en manifestant beaucoup d'appétit pour sa culture. L'Allemagne, aux crimes imprescriptibles, cherche, depuis le gouvernement Schröder, à ne plus se laisser enfermer dans une culpabilité inhibante et à exercer une influence internationale davantage en rapport avec son poids économique. Le Japon continue à honorer officiellement les âmes de chefs militaires partout ailleurs considérés comme des criminels de guerre.

Et, alors que le Président algérien réclame haut et fort la repentance officielle de la France, il organise, par référendum-plébiscite, l'amnistie des divers protagonistes, militaires et islamistes de la beaucoup plus récente «tragédie nationale» des années 1990. En application de cette «Charte pour la paix et la réconciliation nationale», approuvée le 29 septembre 2005 à la quasi-unanimité selon les résultats officiels, l'ordonnance présidentielle d'application du 28 février 2006 stipule que toute déclaration écrite ou autre acte utilisant ou instrumentalisant les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux institutions, fragiliser l'Etat, nuire à l'honorabilité de l'Algérie sur le plan international est illégal(e) et que ses auteurs s'exposent dorénavant à des poursuites judiciaires. Ici, donc, en dépit de plus de 100 000 morts, des disparus, des massacres, des destructions et des tortures, ni devoir de mémoire, ni repentance : silence dans les rangs.

On a souvent dénoncé une Françafrique néocoloniale, entremêlant les intérêts de régimes violents et corrompus avec ceux d'une France nostalgique de son empire et cherchant avant tout à préserver ses chasses gardées. Toutefois, il existe aussi (et aujourd'hui surtout?) une Françafrique bien pensante, donneuse de leçons, bien relayée dans les médias, voyant la France toujours, quoi qu'elle fasse, coupable et l'Africain, quoi qu'il fasse aussi, toujours victime. Ce manichéisme pavlovien a conduit à rendre la France responsable du génocide des Tutsis, à occulter le génocide des Hutus, et à mettre le régime du général Kagamé, l'ONU ou encore les Etats-Unis, qui connaissaient parfaitement la situation, hors de cause; il exonère les régimes en place de toute responsabilité : ainsi, on ne parle plus de leur corruption, de leurs abus de pouvoirs ou de leur pratique de la «politique du ventre» (le pouvoir comme accaparement, prédation auquel s'agrègent des clientèles cherchant à «manger» quelques miettes).

La France devient donc un très utile bouc émissaire. Et les Etats victimes peuvent se constituer une véritable rente historique, les dispensant de toute réelle réforme. La culpabilisation éloigne donc de la société ouverte : au Sud, en justifiant des régimes accapareurs et/ou autoritaires; en France en renforçant la main des conservateurs religieux soucieux de renégocier à leur profit le pacte républicain. Comment sortir de ces relations malsaines ?

Par un travail historique sur nos crimes ? Cela est déjà largement fait. Et ce peut être récusé par ceux qui attribuent à la France une responsabilité chronique pour se poser ensuite en victimes et créanciers de longue durée. Ainsi, les travaux d'Olivier Pétré-Grenouilleau sur les traites négrières ont d'abord été dénoncés : ils montrent, en effet, que la traite était aussi africaine ou que la traite musulmane a fait plus de victimes que la traite européenne (4). Par une repentance officielle ? On ne pourrait l'envisager que si c'était pour solde de tout compte et comme préalable à une sincère réconciliation écartant toute rente historique. C'est ce qui s'est passé pour l'Allemagne à qui aucun pays ne vient, aujourd'hui, en permanence rappeler les horreurs nazies. Est-ce possible entre la France et l'Algérie ? On peut en douter, les « séquelles de la colonisation » et le bouc émissaire français ayant toujours été agités pour écarter les responsabilités d'un pouvoir resté autoritaire, opaque et fermé. L'exemple d'Israël montre d'ailleurs qu'une repentance chronique éloigne du réel, donne de fausses justifications et peut créer une situation d'injustice explosive : en l'espèce, la victime est devenue le bourreau mais se vit toujours comme victime et le dire expose aux pires accusations.

On doit donc chercher d'autres voies. Des observations faites sur place tendent à montrer que la culpabilisation collective résulte plus d'un masochisme national que d'une offensive systématique de nos anciens ou permanents « dominés ». Si ces derniers savent, certes, tirer parti de notre culpabilité, c'est surtout nous qui l'alimentons : les non-dirigeants ne nous accusent pas, en permanence, de tout. Compte tenu de ce que, à leurs yeux, nous demeurons, ils ont du mal à comprendre nos dépressions nationales ! « Folies françaises », peuvent-ils penser, « mais il ne faudrait pas qu'elles se prolongent trop, car nous devrions alors plus nettement nous écarter de vous. »

On pourrait aussi, ce serait compris, plus systématiquement invoquer les règles de l'histoire, notamment le souci d'éviter l'anachronisme : on ne peut juger hier avec les règles d'aujourd'hui. Par exemple, l'esclavage et la colonisation étaient partout pratiqués ; notre idole républicaine, Jules Ferry, voulait pour tous l'école, mais aussi la « civilisation », au besoin par la colonisation et ses violences. Le grand fondateur de la grande démocratie américaine, Jefferson, possédait des esclaves. Invoquer, ensuite, la nécessité d'avoir une vue d'ensemble : ainsi, à propos de la colonisation, les ex-colo-

(4) Olivier PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, *Les Traités négrières. Essai d'histoire globale*, Gallimard, 2004, 463 p.

nisés s'arrêtent forcément sur leurs pertes et leurs souffrances et donc sur le néfaste et monstrueux de l'entreprise; mais, de bonne foi, ils pourront aussi reconnaître tel aspect, parcellaire, positif et, surtout, constater que, depuis l'indépendance, leurs élites et leurs gouvernants n'ont, souvent, pas été à la hauteur et qu'ils se sont défaussés de leurs responsabilités sur l'ancien maître.

De plus, au lieu d'instiller en nous le doute et le soupçon, nous pourrions tenir, tout simplement, le langage de la puissance. Ce serait compris aussi car plusieurs évidences sautent, au Sud comme au Nord, aux yeux de chacun : il n'y a pas de grande puissance sans taches. Peut-on être puissant et repentant? L'histoire est faite de massacres, de terres brûlées et d'exterminations. Le projet européen de régulation par le droit et la morale vient certes contredire cette vision tragique, mais l'Europe est d'une autre nature et, le plus souvent, dans la vie internationale, faute de moyens de coercition et de mythologie nationale, impuissante. Nous avons été une puissance coloniale amenée à se comporter, il est vrai, fort mal, comme toutes les puissances coloniales; nous restons une puissance qui compte et nous agissons comme telle, préservant notre mythologie historique, exaltant notre drapeau et nos valeurs, travaillant par tous les moyens nos zones d'influence, exigeant, pour notre aide, des contreparties et répliquant quand les critiques dont nous sommes l'objet nous semblent trop systématiques ou déséquilibrées ou tout simplement quand nous estimons qu'elles nuisent à notre rayonnement. Demande-t-on à la Turquie, qui renâcle déjà à reconnaître le génocide arménien, quelques comptes pour ses crimes commis au temps de l'empire, contre chrétiens et arabes?

Réaffirmer l'action de la France

Réaffirmer. Expliquer. Démontrer. Convaincre. En tout cas parler et créer, comme les autres, des relais – des organisations faussement appelées non gouvernementales –, pour faire savoir ce que l'on fait, voire pour obtenir des jugements «objectifs» très favorables. Pour montrer que l'idée du repli français, faute de goût et de moyens, est fautive et malveillante et que, au contraire, ce que fait la France reste considérable et parfois innovant.

On a vu, par exemple, à la une d'un journal sénégalais, la photo de l'ambassadrice des Etats-Unis lançant un programme, financé par les Etats-Unis, pour la promotion du préservatif au sein de l'armée. Ou à la une d'un journal camerounais, l'ambassadeur américain déclarant soutenir la reconstruction d'une chefferie bamileke incendiée. Des automobiles portant bien en vue l'insigne «US AID», «British Council» ou encore «Goethe Institut» sillonnent les rues des capitales, mais rares sont les annonces ostensibles d'actions françaises pourtant dans les pays francophones souvent beaucoup plus systématiques et plus consistantes. Ainsi faut-il nager

au large pour pouvoir lire «don de la coopération française» sur le flanc délavé d'une barque de secours à l'ancre, dans une anse à Dakar.

Pourquoi ne pas mieux dire ce qu'on fait ? Notre timidité, notre réserve peut surprendre des partenaires européens pourtant impressionnés par notre considérable effort. Ainsi, d'un responsable de la coopération allemande, rencontré au hasard d'une marche touristique, en juin 2006, nous expliquant le nouveau dispositif de l'aide française au Cameroun et concluant : «*c'est considérable et ça n'a aucune commune mesure avec ce que nous pouvons faire*». Aurions-nous intégré l'idée d'une dette imprescriptible et incommensurable ne pouvant pas faire l'objet de réparations suffisantes ? Ou est-ce la volonté de ne pas «montrer que nous sommes partout», ainsi qu'on me l'expliquait, au début des années 1990 au Maroc ? Et quand bien même : l'idée reçue du désengagement peut, tout autant que le sentiment de l'omniprésence, provoquer le rejet.

Cependant, les choses commencent à changer. Par exemple, en réplique à une ONG américaine classant l'aide de la France au 18^e rang de celle de 23 pays industrialisés, M^{me} Brigitte Girardin, ministre de la Coopération, répliquait : méthodologie contestable ; introduction d'un critère de sécurité sans vraiment prendre en compte les très consistantes contributions de la France au maintien de la paix ; aide jugée complaisante alors qu'ont pu être suspendues les aides à la Côte-d'Ivoire et à la Mauritanie ; aide jugée trop liée alors qu'elle transite, à 29 %, par des canaux multinationaux ; aide jugée peu efficace alors que sont soutenues beaucoup d'actions de terrain et que la réforme du système de coopération prévoit des accords de partenariat sur cinq ans, intègre tous les acteurs français, concentre 80 % de l'aide sur trois secteurs prioritaires et organise une évaluation annuelle (5).

Autre exemple d'explication offensive : quelques jours plus tôt, l'ambassadeur de France au Cameroun en fin de mission précisait les nouvelles modalités de l'aide française à ce pays. Une aide massive et durable : 600 millions d'euros sur 5 ans, pour, notamment, les infrastructures, la santé, le développement rural et l'éducation. Une aide que l'on ne peut dire néo-coloniale car, depuis déjà 5 ans, déliée. Ce qui provoque d'ailleurs souvent l'irritation d'entreprises françaises écartées de marchés pourtant financés par la France. Et ce qui peut profiter à des entreprises, par exemple chinoises, faisant peu travailler les fournisseurs et la main-d'œuvre locaux. Une aide, aussi, à la «bonne gouvernance» et pour lutter contre la corruption, même si, sur ce point, précise l'ambassadeur, l'action des Etats-Unis a été plus «*vocale*» (6) : c'est en effet l'ambassadeur des Etats-Unis qui, en janvier 2006, a réclamé une vraie offensive contre la corruption, donnant le

(5) Brigitte GIRARDIN, «L'aide française au développement : et la vérité?», *Le Monde*, 3 oct. 2006.

(6) Jean-François VALETTE, «La relation France-Cameroun doit être tournée vers l'avenir», *Mutations*, 15 sept. 2006.

sentiment qu'ils étaient devenus les tuteurs principaux, la France n'osant jamais admonester ou prendre ses distances avec ses protégés.

La France, contrairement aux Etats-Unis, complice des vieux tyrans, ennemi des sociétés civiles, étouffant les dynamismes, appuyant des Etats corrompus, des administrations inertes et prolongeant les privilèges de ses entreprises néo-coloniales ? En véhiculant cette mauvaise image, la Françafrique bien pensante et médiatisée continuera à régler ses comptes avec une Françafrique rétrograde pourtant de plus en plus mythique. On doit répliquer sans inhibition, y compris par de nouveaux canaux, non étatiques, à mettre en place. En effet, avec, notamment, les actions déjà mentionnées et même avec l'intervention militaire en Côte-d'Ivoire, que de nombreux Africains rencontrés jugent pacificatrice, le dossier de la France est solide. Il n'y a donc aucune raison de continuer à se présenter culpabilisé, la tête basse, à reculons.

Reprendre la bataille des idées

Selon Christine Lagarde, ministre du Commerce extérieur, la France aurait besoin d'«un tissu dense et dynamique de think tanks pour renforcer son influence à l'étranger, peser de tout son poids dans les arbitrages internationaux. Au XXI^e siècle plus qu'avant, ce sont les idées qui gouvernent le monde» (7). Peut-être, à condition qu'ils ne renforcent pas la tendance déjà décrite à copier, traduire, adhérer aveuglément aux idées dominantes et à écarter, sous couvert de libéralisme et de modernité, notre langue, notre modèle, notre pensée, «ringardes», «dépassées».

Après tout, il y a seulement vingt ans, la *French theory* avait conquis les Etats-Unis et le monde sans l'appui du moindre *think tank*. Il est vrai que, alors, le réseau culturel français travaillait à l'exportation de nos créations, de nos idées et de nos penseurs phare. On ne sommait pas Foucault ou Derrida de se plier aux *surveys* américains; on croyait qu'il pouvait encore sortir quelque chose de chez nous. On ne courait pas, ridicules de contrition et de soumission, après les conformismes exportés, *post colonial studies*, *gender studies*, «théorie de la justice», puis «politique du *care*». Nous n'étions pas inhibés et complexés et moins étalonnés par des légitimateurs étrangers ne cooptant aujourd'hui que leurs traducteurs-transmetteurs. Désormais, on ne traduit plus guère les productions françaises et les Français eux-mêmes ne lisent plus les Français; nos FRACS, nos musées d'art contemporain, nos universités souvent négligent la production nationale, jugée *a priori* provinciale, et n'importe quelle élucubration américaine sera traduite et commentée alors que tant d'articles français, en français, ne seront ni dépouillés, ni cités.

(7) *Le Figaro*, 20 sept. 2006.

Suivant encore le principe – utile, contestable? – des expériences vécues sur lequel est bâti cet article, je mentionnerai ma théorie du démo-despotisme, exposée en 2004 dans cet *Annuaire* (8) : le concept a été très peu cité et jamais réellement commenté. Imaginons le même concept, intitulé «*the demo-despotism*», porté par un chercheur d'une grande université américaine et dont les travaux auraient été financés par le Département d'Etat ou même la CIA. En dépit ou à cause de ce curieux «gage d'indépendance», l'article pourrait avoir un écho : traductions, introduction du concept dans les cursus de transitologie, voire gonflement dans un *best-seller* et tournées internationales de promotion...

Notre actuel masochisme nous conduit à tuer plutôt qu'à promouvoir nos idées. Nous acceptons, tête basse, les classements des pays et ONG qui se fondent sur leurs critères et dénigrent les nôtres : par exemple, comment comparer des universités qui sélectionnent avec nos universités ouvertes ou encore qui, en sciences dures et en Economie, cooptent les Nobel, qui voulaient que l'équipe du professeur Montagnier n'ait pas découvert le virus du SIDA? Valorise-t-on et même retient-on nos publications en français? Que fait-on pour les traduire? Les cite-t-on en sciences humaines? Les productions de la plupart des universités provinciales ne sont-elles pas *a priori* considérées comme sans intérêt, notamment par un CNRS pourtant, compte tenu de ses moyens, souvent moins productif?

Ou encore, nombreux, chez nous, ne cherchent-ils pas à enterrer la laïcité alors que, assaillis par un communautarisme destructeur et violent, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne commencent à trouver des vertus pacificatrices à ce vieux principe et à la dernière loi adoptée en mars 2004 et alors que des enquêtes révèlent, en France, l'existence d'un islam mieux intégré et plus serein (9)? Nous rapatrons en catastrophe le *Clemenceau* alors qu'une ONG non négligeable et non systématiquement antifrançaise, Robin des bois, et des voix autorisées ont mis en avant le caractère novateur et plutôt écologique du désamiantage prévu et que, peu après, les autorités et la justice indiennes n'ont fait aucune objection au désamiantage, plus lourd et sans précaution, de l'ex-France : ce qui n'était plus un symbole français ne pouvait alimenter un chantage. Nous faisons, coûteusement et piteusement, marche arrière à la première intimidation, sans défendre notre dossier; ainsi aussi dans la coûteuse affaire «Executive Life», pour laquelle François Pinault a presque gagné en sortant de la ligne défaitiste officielle.

Sur les vertus du modèle français (école, services publics, transports, formation, haute technologie, hôpitaux, et même 35 heures contestables mais qui révèlent une très forte productivité française), bien d'excellentes défen-

(8) Bernard CUBERTAFOND, «Essai sur un despotisme post-moderne : le démo-despotisme», *Annuaire français de relations internationales*, vol. V, 2004, pp. 72-89.

(9) Cf. «Jack Straw ouvre le débat sur le voile islamique», *Le Monde*, 8-9 oct. 2006; et également l'enquête du Pew Research Center sur les Musulmans dans quatre pays européens, sept. 2006.

ses ne sont jamais utilisées. On pourrait, pourtant, rappeler son attractivité : bien des Britanniques et la plupart, encore, de nos ex-colonisés, veulent s'en rapprocher et la France reste un des pays industrialisés qui accueille le plus d'investissements étrangers. On pourrait aussi mettre en avant des travaux très sérieux d'Emmanuel Todd sur *«le destin des immigrés»*, montrant que la France intègre, en fait, plus vite que la Grande-Bretagne, l'Allemagne et même, à certains égards, que les États-Unis (10). On pourrait même tourner les travaux du chantre du cosmopolitisme, Ulrich Beck, à notre avantage, en montrant que, selon ses critères (droit du sol en matière de nationalité, naturalisations, traductions, accueil et consécration d'artistes étrangers, mariages mixtes, double nationalité, double citoyenneté et double vote, ouverture du système social et de soins aux étrangers), la France, qui se vit ou qu'on prétend verrouillée et raciste, est déjà très cosmopolite (11).

Sanctuariser notre réseau culturel et refonder notre université

Quelques mots terminaux sur ces deux instruments fondamentaux délaissés, la question méritant pourtant d'amples développements. Dans les deux cas, il y a un problème de contenu et un problème de moyens.

Le contenu

La question des contenus a couru tout au long de ce texte. Faute d'imagination et de moyens, nos nombreux centres culturels tournent à vide et leurs responsables, on l'a dit, peuvent chercher à suppléer des ministères de la culture locaux défaillants et mépriser et repousser les créatifs français. Connaissent-ils d'ailleurs ce qui se produit en France ? Il faudrait donc envisager une autre politique du personnel pour sortir des copinages, distinguer et exporter des pensées et des talents originaux, en dehors des petits cercles d'habités ou des homologations exclusivement anglo-saxonnes. Dans les années 1980, on avait su promouvoir la *French theory*, bien sûr, c'est de bonne guerre, vite dénigrée et éliminée par la concurrence anglo-saxonne. Dans les années 1990, on a souvent désespéré bien des amoureux et fins pratiquants de notre langue commune en trouvant les moyens d'exporter nos sciences de l'éducation, dont on commençait pourtant à voir chez nous les effets négatifs. Le recours à un vivier renouvelé de créateurs-transmetteurs n'entraînerait guère de surcoûts. C'est plutôt une question d'ouverture, d'imagination, de goût, de désir, de curiosité, bref, de culture. A quand des exportateurs culturels certes soucieux d'administration et de budget, mais moins carriéristes et *apparatchiks* que porteurs rayonnants de culture ?

(10) Emmanuel TODD, *Le Destin des immigrés*, Le Seuil, Paris, 1994.

(11) Ulrich BECK, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, Altao Daubier, Paris, 2006, 372 p.

Au sein de nos universités, il nous arrive encore souvent, contrairement à nos collègues européens que cela choque, de ne pas exiger un niveau minimal en français, de maintenir des formations creuses, d'être légers et complaisants pour garder nos cours, notre stock minimal d'étudiants ou pour contribuer à la déculpabilisation de la France ou au travail social. J'ai rencontré à Ouargla un jeune chef de département, docteur français ânonnant notre langue! En revanche, nombre d'universitaires de la génération précédente, hélas proches de la retraite, sont parfaitement bilingues. Lors d'un colloque organisé par la Commission européenne à Alexandrie, trois d'entre eux (une Marocaine, un Algérien, un Tunisien) intervenaient systématiquement, bien que maîtrisant l'anglais, dans un beau français, contraignant les fonctionnaires de la Commission à répondre en français: le Maghreb et l'Afrique défendent souvent mieux que nous le français. Ils nous faut donc à nouveau former, accueillir et séduire de parfaits bilingues. Et commencer par dépasser nos complexes d'infériorité en pratiquant et en savourant notre langue plutôt que le nouveau sabir international.

Or, notre laisser-aller universitaire commence à être connu et les franco-phones peuvent souhaiter désormais éviter nos universités loteries ou pièges ou plutôt pourvoyeuses de droits et de papiers et s'orienter, si possible, désormais, vers nos grandes écoles et vers les universités anglo-saxonnes et canadiennes. Bien sûr, ce tableau pourra être jugé injuste: c'est une généralisation et il y a d'excellentes filières et d'excellentes coopérations universitaires. Cependant, une réputation découle des dérivés. Et bien des pans de notre système universitaire dérive. Et coule. Sa réhabilitation nécessite d'abord une évaluation sans complaisance, préalable de l'indispensable effort financier.

Les moyens

La question des moyens n'est pas insoluble, même avec les contraintes de la rigueur budgétaire et du désendettement. On peut tout d'abord éviter l'éparpillement des moyens, donc supprimer quelques centres ou instituts français, regrouper des consulats et des centres culturels ou tel institut français avec un British Council ou un Goethe Institut, dans la foulée des consulats européens. Hélas, la récente création spectaculaire de «Cultures France» illustre plutôt la mauvaise tendance française à l'entassement des structures. Avec une seule institution bien introduite dans les médias et obtenant donc plus facilement les crédits, il y a un risque de médiatisation sélective, de focalisation sur un seul type d'action, de tarissement et de démoralisation des services culturels. Et, au total, de net rétrécissement du champ d'action et de la visibilité de l'action culturelle de la France.

De plus, le *sponsoring* ne peut avoir que des effets limités et il n'est pas sans inconvénient: il tourne à la mendicité, ne peut fonctionner que ponctuellement et n'est pas sans contreparties paralysantes, limitant la liberté

d'action de la France. Comme il est triste et humiliant de voir, par exemple, la rénovation d'un lycée français recherché suspendue au bon vouloir de telle entreprise, qui peut, quant à elle, trouver un jour intérêt à aller voir ailleurs. Le *leitmotiv* de notre réseau culturel ne peut être : à votre bon cœur Air France ou Total.

D'ailleurs, le financement de ce réseau ne met en jeu que des sommes dérisoires par comparaison avec le, souvent colossal, coût d'investissement et d'entretien des grands équipements culturels nationaux, sur lequel personne, notamment dans les grandes administrations parisiennes, n'élève d'objections. Seulement, veut-on voir le formidable rayonnement de nos nombreux lycées et de nos quelques universités à l'étranger ? Cet investissement très modeste a un impact profond et durable sur des élites, des prescripteurs, de futurs décideurs.

En matière universitaire, on peut dégager de grandes marges de manœuvre : les discours sur le manque de postes est convenu ; chacun voit que bien des universitaires sont en sous-emploi, que la réforme LMD a souvent, sous des déguisements, reconduit ou consacré des formations redondantes et sans public et qu'on doit, pour ne pas continuer à se ridiculiser vis-à-vis de l'extérieur, redistribuer et regrouper. Et les universités de province, souvent bien équipées grâce au soutien des villes et des régions, présentent un formidable potentiel d'accueil pour les étudiants étrangers. J'ai ainsi rencontré, dans la remarquable bibliothèque de la faculté de Droit de Limoges, des étudiants chinois ravis de vivre dans une sorte de «ville-campus». Cependant, il est vrai que cette remarque fera ricaner tant est profond – et pour la France tragique – le mépris des décideurs parisiens pour ce qui n'est pas eux.

Surtout, les gouvernements trouvent toujours de nouveaux crédits quand les pressions syndicales et électorales sont puissantes (ainsi pour le secondaire). Et peuvent même dégager des moyens considérables pour solder les impérities de la haute administration, active ou pantouflarde (les 120 milliards de francs du Crédit lyonnais ou encore le paiement sans vraie résistance des amendes-rackets-punitions américaines dans l'affaire «*Executive Life*»). Et, sur une question comme le financement des armées et de ses opérations extérieures, jugé vital par le Président Chirac, les crédits ont pu être sanctuarisés. La question des moyens est donc une question de prise de conscience et de volonté politique : veut-on voir que le réseau culturel et les universités sont indispensables au rayonnement de la France ? Au fait, veut-on le rayonnement de la France ou sa disparition ?